

Revue critique de droit international privé



DIRECTEUR
Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF
Horatia Muir Watt

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Sabine Corneloup

DALLOZ

SOMMAIRE DU N° 3-2013.

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Eric AGOSTINI – Le mécanisme du renvoi.....	545
Léna GANNAGÉ – Deux arrêts mort-nés. A propos des décisions rendues par la première chambre civile le 7 juin 2012.....	587
Horatia MUIR WATT – <i>L'Alien Tort Statute</i> devant la Cour Suprême des États-Unis. Territorialité, diplomatie judiciaire, ou économie politique ?	595

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Convention de Berne du 9 septembre 1986 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. – Article 5 § 2. – Droit d'auteur. – Contrefaçon commise sur internet. – Loi applicable. – Loi de l'Etat où la protection est réclamée. – Site destiné au public français. – Lien de rattachement substantiel avec la France. – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 12 juillet 2012, note Laurence Usunier, p. 607

Vente. – Action de l'acheteur contre le vendeur en réparation du préjudice subi. – Loi applicable. – Convention de La Haye du 15 juin 1955 (oui). – Convention de La Haye du 3 octobre 1973 (non). 2° *Chaîne de contrats hétérogènes translatifs de propriété.* – Action du maître de l'ouvrage contre le fabricant en réparation du préjudice subi. – Action de nature contractuelle. – Loi applicable. – Convention de La Haye du 15 juin 1955 (oui). – Convention de La Haye du 3 octobre 1973 (non). 3° *Convention de La Haye du 15 juin 1955.* – Règle de conflit revendiquée par l'une des parties. – Application (oui). – Convention de La Haye du 3 octobre 1973. – Application non revendiquée par les parties. – Obligation du juge de changer le fondement juridique des demandes (non). – Cour de cassation (Civ. 3^e), 16 janvier 2013, note Dominique Bureau, p. 620

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Action en justice. – Groupe de sociétés. – Responsabilité délictuelle. – Dommage corporel. – Action contre la société mère. – Salarié de la filiale. – Court of Appeal (Civil Division) [2012] EWCA CIV 525, note Horatia Muir Watt, p. 632

Adoption. – Jugement étranger. – Exequatur. – Adoptants de même sexe. – Adoptants non mariés ensemble. – Contrariété à l'ordre public international. – Principe essentiel du droit français de la filiation. – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 7 juin 2012 (2 arrêts), v. *supra* l'étude de Mme Gannagé, p. 636

Litispendance internationale. – Connexité. – Identité de litige. – 2° *Litispendance internationale.* – Exception. – Conditions d'accueil. – Reconnaissabilité. – Compétence indirecte du juge étranger. 3° *Convention franco gabonaise du 23 juillet 1963.* – Article 34. – Condition de reconnaissance. – Compétence indirecte. – Critères de l'Etat requis. – Cour de cassation (Com.), 19 février 2013, rapport Jean-Pierre Rémerly, p. 638

Saisie immobilière. – Procédure d'ordre et de distribution. – Nature et régime de la compétence du juge français de situation de l'immeuble. – 2° *Procédure d'insolvabilité.* – Convention franco-italienne du 3 juin 1930. – Faillite ouverte en Italie. – Vente forcée d'un immeuble français. – Procédure d'ordre. – Domaine de la loi de la faillite. – Domaine de la loi du lieu de situation. – Cour de cassation (Com.), 12 mars 2013, rapport Jean-Pierre Rémerly et note Louis d'Avout, p. 649

Convention de La Haye du 18 mars 1970. – Obtention de preuves. – Commission rogatoire. – Jurisdiction compétente. – Cour de cassation (Avis), 18 mars 2013, note Bernard Bouloc, p. 666

Immunité d'exécution. – Tiers saisi. – Recevabilité (oui). – 2° *Immunité d'exécution.* – Créances fiscales et para-fiscales. – Renonciation expresse et spéciale requise. – Cour de cassation (Civ. 1^{re}) – 28 mars 2013, note Horatia Muir Watt, p. 671

V. — UNION EUROPÉENNE.

Règlement (CE) n° 2201/2003 du 27 novembre 2003. – Article 3. – Couple franco-algérien. – Tribunaux français compétents. – 2° *Litispendance.* – Tribunal marocain premier saisi. – Convention franco-marocaine du 10 août 1981 inapplicable. – Etats tiers à l'UE. – Article 19 du règlement Bruxelles II bis inapplicable. – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 10 octobre 2012, note Christelle Chalas, p. 678

Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I. – Articles 32 et 33. – Reconnaissance des décisions de justice. – Notion de « décision ». – Effets d'une décision de justice sur la compétence internationale. – Clause attributive de juridiction. – Cour de justice de l'Union européenne, 15 novembre 2012, C-456/11, note Marie Nioche, p. 686

Règlement (CE) n° 1393/2007. – Signification ou notification des actes. – Partie domiciliée sur le territoire d'un autre Etat membre. – Représentant domicilié sur le territoire national. – Absence. – Actes de procédure versés au dossier. – Présomption de connaissance. – Cour de justice de l'Union européenne, 19 décembre 2012, aff. C-325/11, note Fanny Cornette, p. 700

Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I. – Article 23. – Clause attributive de juridiction. – Chaîne de contrats translatifs de propriété. – Opposabilité de la clause au sous-acquéreur (non). – 2°) *Clause attributive de juridiction.* – Règlement (CE) n° 44/2001 Bruxelles I. – Article 23. – Chaîne de contrats translatifs de propriété. – Opposabilité de la clause au sous-acquéreur (non). – Cour de justice de l'Union européenne, 7 février 2013, aff. C-543/10, note Dominique Bureau, p. 710

Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I. – Compétence. – Article 23. – Clause attributive de juridiction. – Conditions générales de vente contenant la clause. – Acceptation de la clause par l'acheteur (oui). – Relations commerciales suivies entre les parties. – Conditions générales de vente versées aux débats par l'acheteur. – 2°) *Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I.* – Compétence. – Article 23. – Contrat de vente – Clause attributive de juridiction. – Clause faisant partie de l'économie de la convention. – Clause s'imposant à l'assureur subrogé. – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 13 février 2013, note Dominique Bureau, p. 725

Règlement (CE) n° 44/2001, Bruxelles I. – Compétence. – Accident de la circulation. – Action de l'assureur de responsabilité contre la victime. – Article 12. – Applicabilité (oui). – Cour de cassation (Civ. 1^{re}), 27 février 2013, note Sabine Corneloup, p. 731

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Succession d'Etats. – Kosovo. – Décret n° 2013-349 du 24 avril 2013. – p. 744

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Asile. – *Récépissé valant document provisoire de séjour.* – Décret n° 2013-235 du 21 mars 2013. – p. 747

Carte de séjour. – *Vie privée et familiale.* – *Etranger lié par un PACS.* – *Conseil constitutionnel.* – Décision n° 2013-312 QPC du 22 mai 2013. – p. 748

Mariage. – *Couples de même sexe.* – 1°) Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. – 2°) Conseil constitutionnel. – Décision n°2013-669 DC du 17 mai 2013. – 3°) Décret n° 2013-429 du 24 mai 2013 portant application de la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013. – p. 752

Monnaie électronique. – *Surveillance prudentielle.* – Décret n° 2013-383 du 6 mai 2013 pris pour l'application de la loi n° 2013-100 du 8 janvier 2013. – p. 756

Titre de séjour. – *Convention franco-malienne du 29 septembre 1994.* – Conseil d'Etat. – Avis n° 366481 du 7 mai 2013. – p. 757

Transports. – *Coopération transfrontalière.* – Loi n° 2013-431 du 28 mai 2013. – p. 757

III. — Union européenne.

Agences de notation. – *Responsabilité.* – *Place du conflit de lois.* – Règlement (UE) n° 462/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013. – p. 758

IV. — Informations diverses.

Naturalisation. – *Militaires de la Légion étrangère.* – Réponse du ministre, p. 760

Visas. – *Politique d'attribution.* – Réponse du ministre, p. 761

Quatrième Partie. — Bibliographie.

- I. — **Livres.** – BARRIERE-BROUSSE (Isabelle) et DOUCHY-LOUDOT (Mélina), Les contentieux familiaux. Droit interne, international et européen (B. A.), p. 763. – BENLOLO-CARABOT (Myriam), CANDAS (Ulas), CUJO (Eglantine), Union européenne et droit international. En l'honneur de Patrick Daillier (Sabine Corneloup), p. 765. – CORNELOUP (Sabine), Droit européen du divorce. European Divorce Law (Bertrand Ancel), p. 766. – KESSEDJIAN (Catherine), Droit du commerce international (Sabine Corneloup), p. 768. – NGOUMTSA ANOU (Gérard), Droit OHADA et Conflits de lois (Horatia Muir Watt), p. 770. – Travaux du Comité français de droit international privé, années 2010-2012, p. 771